

**Demande relative au transfert d'actifs
à la direction principale – Services partagés**

Table des matières

1	Introduction.....	4
2	Objectifs visés par le Projet	6
3	Description des actifs et justification du Projet en relation avec les objectifs visés	6
4	Coûts associés au Projet	8
5	Impact tarifaire.....	9
6	Impact sur la fiabilité et sur la qualité de prestation du service de transport d'électricité	9
7	Conclusion	9
Annexe 1	Liste des bâtiments au 31 décembre 2021	11
Annexe 2	Impact tarifaire.....	12

Liste des tableaux

Tableau 1	Concordance entre les sections de la demande et le Règlement	5
Tableau 2	Immobilisations corporelles en exploitation au 31 décembre 2021 et 2022 (M\$).....	8
Tableau 3	Immobilisations corporelles en cours au 31 décembre 2021 et 2022 (M\$)	8

1 Introduction

1 La présente demande d'Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité
2 (le « Transporteur ») vise à obtenir l'autorisation de la Régie de l'énergie (la « Régie ») afin
3 de transférer les bâtiments administratifs et les équipements roulants (le « Projet ») à la
4 direction principale – Services partagés (la « DPSP »), et ce, à compter du 1^{er} janvier 2023.

5 L'autorisation de la Régie afin de transférer les actifs faisant l'objet de la présente demande
6 est requise en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (la « Loi ») et du
7 *Règlement sur les conditions et les cas requérant une autorisation de la Régie de l'énergie*
8 (le « Règlement ») qui s'y rapporte.

9 Le Projet vise des actifs de la catégorie d'investissement « Maintien des actifs ».
10 Leur transfert représente une disposition dont la valeur totale est estimée à 297,4 M\$
11 au 31 décembre 2022.

12 Une partie des actifs visés par la présente demande est constituée d'actifs actuellement en
13 exploitation dont la valeur comptable nette est estimée à 265,3 M\$ au 31 décembre 2022.
14 L'autorisation de transférer ces actifs se traduira par leur retrait de la base de tarification du
15 Transporteur au coût comptable conformément au *Code de conduite du Transporteur*.

16 L'autre partie des actifs visés par la demande est composée des actifs en cours c'est-à-dire
17 d'actifs en cours de construction ou d'acquisition dont la valeur globale est estimée à
18 32,1 M\$ au 31 décembre 2022.

19 Le Transporteur considère le transfert de l'ensemble des actifs visés par la présente
20 demande comme un seul projet de disposition d'actifs d'une valeur totale estimée à
21 297,4 M\$ et qu'il répond aux exigences du Règlement qui s'appliquent.

22 Il importe de noter que, compte tenu de la nature même du Projet de disposition faisant
23 l'objet de la présente demande, le Transporteur ne présente pas d'autres solutions.
24 Le tableau suivant fait état de la concordance entre les sections de la présente pièce et les
25 renseignements requis par le Règlement.

Tableau 1
Concordance entre les sections de la demande et le Règlement

Règlement				Section de la pièce HQT-1, Document 1
Article	Alinéa	Para- graphe	Renseignements requis	
2	1	1°	Les objectifs visés par le projet	2
2	1	2°	La description du projet	3 et annexe 1
2	1	3°	La justification du projet en relation avec les objectifs visés	3
2	1	4°	Les coûts associés au projet	4
2	1	5°	L'étude de faisabilité économique du projet	5
2	1	6°	La liste des autorisations exigées en vertu d'autres lois	s.o.
2	1	7°	L'impact sur les tarifs incluant une analyse de sensibilité	5 et annexe 2
2	1	8°	L'impact sur la fiabilité du réseau et sur la qualité de service	6
2	1	9°	Le cas échéant, les autres solutions envisagées	s.o.
3	1	1°	La liste des principales normes techniques	s.o.
3	1	3°	Le cas échéant, les engagements contractuels et leurs contributions financières	s.o.

2 Objectifs visés par le Projet

1 Le Projet s'inscrit dans le cadre de l'évolution de l'entreprise et de ses pratiques d'affaires,
2 particulièrement au niveau de la gouvernance des activités transverses dont fait partie la
3 gestion des bâtiments administratifs et du parc de matériel roulant.

4 En effet, le travail en mode hybride (en télétravail et en présentiel) amène à revoir
5 l'utilisation des espaces dans les bâtiments administratifs afin d'offrir des espaces de travail
6 non assignés aux employés. De plus, l'entreprise vise à mettre en place un parc commun
7 d'équipements roulants pour en optimiser sa gestion et son utilisation.

8 La mise en place d'une gouvernance des activités transverses ayant été amorcée par
9 l'entreprise en 2019, l'objectif du Projet est de transférer les bâtiments administratifs et les
10 équipements roulants à la DPSP afin de permettre leur gestion optimale et transversale
11 constituant ainsi l'étape ultime de la mise en place de cette gouvernance.

3 Description des actifs et justification du Projet en relation avec les objectifs visés

12 Les actifs transférés sont les bâtiments administratifs abritant entre autres, les bureaux, les
13 garages, les entrepôts et les ateliers du Transporteur qui sont entretenus et gérés par la
14 DPSP ainsi que l'ensemble des équipements roulants du Transporteur. La liste des
15 bâtiments transférés est présentée à l'annexe 1.

16 Quant aux équipements roulants, ils comprennent divers types d'équipements qui peuvent
17 être regroupés en trois catégories :

- 18 • Camions,
- 19 • Camionnettes et automobiles,
- 20 • Matériel de levage, chargement, terrassement et remorques.

21 En date de la présente demande, ces catégories représentent respectivement 62 %, 14 %
22 et 24 % de la valeur nette comptable des équipements roulants qui seront transférés.

23 Les projets en cours sont, quant à eux, des projets qui ont pour objectif d'assurer la
24 pérennité des actifs en bâtiments administratifs et des équipements roulants et sont visés
25 par la catégorie d'investissement « Maintien des actifs ».

26 Depuis 2019, des actions ont été entreprises pour confier la gouvernance de la gestion des
27 bâtiments administratifs à la DPSP. Ainsi, depuis lors, la DPSP effectue les activités de
28 planification, de conception, de réalisation de projets, d'exploitation et de maintenance de
29 ces bâtiments.

30 Le Projet constitue donc l'aboutissement du processus de la gouvernance des activités
31 transverses qui permettra à la DPSP de prendre l'ensemble des décisions quant à la

1 priorisation des activités liées aux bâtiments et équipements roulants de l'entreprise. Cette
2 gouvernance permettra à terme d'optimiser certaines activités inhérentes à la gestion de ces
3 actifs et potentiellement de générer des économies au profit de la clientèle. Ainsi, la
4 priorisation des travaux sur les bâtiments ainsi que la priorisation de l'acquisition des
5 équipements roulants seront revues. Il en est de même pour les activités d'exploitation et de
6 maintenance.

7 Pour les bâtiments, le travail en mode hybride offre l'opportunité de procéder à une
8 densification des espaces ainsi qu'à une priorisation des espaces locatifs par le non-
9 renouvellement de certains baux permettant ainsi une optimisation en augmentant leur taux
10 d'utilisation et par le fait même, en réduisant le taux d'espaces vacants.

11 De plus, le transfert permettra une simplification de la gestion et du suivi dont, notamment le
12 processus de refacturation d'espaces entre les diverses unités d'affaires de l'entreprise pour
13 les bâtiments administratifs gérés par la DPSP. En effet, le processus actuel repose sur
14 deux niveaux de facturation : la DPSP facture le Transporteur pour l'exploitation et la
15 maintenance des bâtiments tandis qu'une refacturation d'espaces à coût complet est
16 imputée par le Transporteur aux unités d'affaires occupant des espaces dans ses bâtiments.
17 Le transfert des actifs à la DPSP évitera cette refacturation d'espaces car la DPSP facturera
18 directement les occupants de chaque bâtiment lui ayant été transféré.

19 Quant aux équipements roulants, une gestion intégrée permettra de revoir leur assignation
20 et leur utilisation par les équipes pour augmenter leur taux d'utilisation et réaliser des gains
21 d'efficacité générés par des économies au niveau de l'exploitation, de la location et
22 de l'entretien.

23 Finalement, l'optimisation des espaces par la présence des bureaux non assignés et la mise
24 en place d'un parc commun d'équipement roulant contribueront à la décarbonation de
25 l'ensemble des activités d'Hydro-Québec, dont celles du Transporteur.

4 Coûts associés au Projet

- 1 Comme présenté au tableau suivant, le transfert des immobilisations corporelles en
 2 exploitation représente un montant prévu de 265,3 M\$ au 31 décembre 2022.

Tableau 2
Immobilisations corporelles en exploitation
au 31 décembre 2021 et 2022 (M\$)

	Réel au 31 déc. 2021			Prévu au 31 déc. 2022		
	Coût d'acquisition (1)	Amortissement cumulé (2)	Valeur nette comptable (3) = (1) + (2)	Mises en service (4)	Amortissement (5)	Valeur nette comptable (6) = (3) + (4) + (5)
Bâtiments administratifs	408,6	(236,2)	172,3	13,1	(12,0)	173,4
Équipements roulants	248,6	(160,9)	87,7	23,5	(19,3)	91,9
Total	657,2	(397,1)	260,0	36,6	(31,3)	265,3

- 3 Le tableau suivant présente les montants prévus des immobilisations corporelles en cours à
 4 transférer pour un montant prévu de 32,1 M\$ au 31 décembre 2022.

Tableau 3
Immobilisations corporelles en cours au 31 décembre 2021 et 2022 (M\$)

	Réel au 31 déc. 2021	Prévu au 31 déc. 2022		
	En cours (1)	Investissements (2)	Mises en service (3)	En cours (4) = (1) + (2) + (3)
Bâtiments administratifs	1,9	24,7	(13,1)	13,5
Équipements roulants	17,1	25,0	(23,5)	18,6
Total	19,0	49,7	(36,6)	32,1

- 5 Le Transporteur tient à souligner que les montants présentés à la colonne
 6 « Investissements » sont ceux de la prévision effectuée à l'automne 2021 pour
 7 l'année 2022. Les montants autorisés dans la demande du budget des investissements
 8 2022¹ ont, quant à eux, été respectivement de 23,0 M\$ pour les bâtiments administratifs et
 9 de 25,0 M\$ pour les équipements roulants².

¹ D-2022-001, [para. 62](#).

² R-4168-2021, B-0004, HQT-1, Document 1, section [3.1.1.2](#)

5 Impact tarifaire

1 Le Projet vise des actifs de la catégorie d'investissement « Maintien des actifs ».
2 L'évaluation de l'impact sur les revenus requis du Projet prend en compte la valeur nette
3 comptable au 31 décembre 2022 des immobilisations corporelles en exploitation qui seront
4 transférées au 1^{er} janvier 2023, soient les coûts associés à l'amortissement, au financement,
5 aux taxes ainsi qu'à la facturation interne (charges de services partagés). Les bâtiments
6 administratifs et les équipements roulants ne sont pas assujettis à la taxe sur les services
7 publics (TSP). Toutefois, les bâtiments administratifs sont assujettis aux taxes municipales
8 et scolaires.

9 Les résultats sont présentés sur une période de 20 ans et sur une période de 25 ans qui
10 correspond à la durée de vie moyenne des actifs, et ce conformément à la décision
11 D-2003-68 de la Régie. L'impact annuel moyen du Projet sur les revenus requis du
12 Transporteur est neutre puisque les coûts liés aux actifs transférés à la DPSP seront
13 compensés par un effet inverse au niveau de la facturation interne du Transporteur, en
14 présumant une consommation constante des utilisateurs internes de ces actifs.

15 Une analyse de sensibilité est également présentée sous l'hypothèse d'une variation à la
16 hausse de 15 % du coût du Projet et du coût du capital prospectif.

17 L'impact tarifaire du Projet sur les revenus requis et l'analyse de sensibilité sont présentés à
18 l'annexe 2.

6 Impact sur la fiabilité et sur la qualité de prestation du service de transport d'électricité

19 Les bâtiments administratifs et les équipements roulants viennent en support pour assurer la
20 fiabilité et la stabilité du réseau de transport électrique, sa conduite sécuritaire et sa
21 maintenance. Ils sont donc en soutien à la mission de base du Transporteur.

22 De plus, le Transporteur considère que leur transfert maintiendra la qualité du service de
23 transport d'électricité pour ses clients.

7 Conclusion

24 Le Transporteur soumet le présent dossier à la Régie pour autorisation. Celui-ci comporte
25 toutes les informations pertinentes à l'évaluation du Projet. En effet, tel qu'il appert du
26 tableau 1, la preuve contenue dans le présent dossier traite spécifiquement de chacun des
27 renseignements devant accompagner une demande d'autorisation introduite en vertu du
28 premier paragraphe du premier alinéa de l'article 73 de la Loi et du Règlement.

- 1 Comme expliqué, le transfert d'actifs demandé s'inscrit dans la poursuite de l'évolution de la
- 2 gouvernance de la gestion des bâtiments administratifs et des équipements roulants afin de
- 3 les regrouper sous la responsabilité unique de la DPSP.
- 4 Le Transporteur demande respectueusement à la Régie d'autoriser le transfert des actifs
- 5 visés par la présente demande.

Annexe 1 Liste des bâtiments au 31 décembre 2021

(en k\$)	Coût d'acquisition	Amortissement cumulé	Valeur nette comptable au 31 décembre 2021
AMOS - CENTRE ADMINISTRATIF	5 816,8	(3 529,6)	2 287,2
CARLETON, CENTRE DE DISTRIBUTION	6 175,3	(3 919,8)	2 255,5
CENTRE ADMIN. REGIONAL - BAIE COMEAU	18 329,7	(12 395,0)	5 934,6
CENTRE ADMIN. ROUYN SECTEUR EXPLOITATION	4 496,1	(2 198,3)	2 297,8
CENTRE D'ENTRETIEN BOUT-DE-L'ILE	3 364,9	(2 665,4)	699,5
CENTRE D'ENTRETIEN ELECTRIQUE	24 838,5	(18 630,2)	6 208,3
CENTRE HYDRO	69 665,8	(47 653,9)	22 011,9
CENTRE-DE-CONDUITE-DU-RÉSEAU (REPLI)	8 892,7	(5 824,2)	3 068,6
CHIBOUGAMAU - CENTRE ADMINISTRATIF	12 273,9	(6 183,7)	6 090,2
DES CANTONS - BÂTIMENT ENTREPOSAGE MAM	5 836,0	(2 502,8)	3 333,2
IREQ - LABORATOIRE SIMULATION DE RÉSEAUX	5 686,3	(2 991,1)	2 695,2
IREQ - LABORATOIRE GRANDE PUISSANCE	38 651,1	(23 129,6)	15 521,5
IREQ - LABORATOIRE HAUTE TENSION	37 892,3	(25 951,5)	11 940,8
LA VERENDRYE	17 567,1	(11 131,2)	6 435,9
MONTAGNAIS - RESIDENCES	69 020,6	(21 010,9)	48 009,7
MONTREAL, LABORATOIRE JEANNE D'ARC	657,0	(525,6)	131,4
NOTRE-DAME-DU-NORD - CENTRE DE SERVICE	0,0	(0,0)	0,0
QUÉBEC - SITE DE L'ANCIEN POSTE	8 240,9	(3 792,2)	4 448,7
QUEBEC, CENTRE DE SERVICE LAURENTIDES	14 174,6	(9 053,4)	5 121,2
ROUYN-NORANDA - CENTRE ADMINISTRATIF	234,9	(61,2)	173,7
SAINT-JEAN CHRYSOSTOME, CENTRE DE DISTR.	5 424,5	(2 392,0)	3 032,5
SHERBROOKE, CENTRE ADMINISTRATIF	16 337,4	(9 186,2)	7 151,2
TROIS-RIVIERES, C.E.D.	8 608,4	(4 634,6)	3 973,8
VARENNES - CENTRE DE FORMATION TRANSPORT	309,2	(225,0)	84,3
VARENNES - CENTRE ENTRET. REP. C.E.R.V.	26 051,0	(16 598,9)	9 452,0
Total	408 545,0	(236 186,4)	172 358,6

Annexe 2 Impact tarifaire

Impact tarifaire du Projet sur 20 ans

Actifs transférés (M\$)	265,307
Amortissement linéaire ¹	
Coût moyen pondéré du capital prospectif ²	4,675%
Nombre d'années	20

Années	Amortissement	Amortissement cumulé	Base de tarification : solde de fin	Base de tarification: moyenne 13 soldes	Coût du capital	Taxes ³	Total avant l'effet de la facturation interne	Facturation interne ⁴	Impact du transfert des actifs sur la facturation	Revenus requis	Besoins de transport	Tarif annuel
	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(MW)	(\$/kW)
2022	13,265	13,265	252,042	258,674	12,093	3,621	28,979	-28,979	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2023	13,265	26,531	238,776	245,409	11,473	3,621	28,359	-28,359	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2024	13,265	39,796	225,511	232,144	10,853	3,621	27,739	-27,739	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2025	13,265	53,061	212,246	218,878	10,233	3,621	27,119	-27,119	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2026	13,265	66,327	198,980	205,613	9,612	3,621	26,499	-26,499	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2027	13,265	79,592	185,715	192,348	8,992	3,621	25,879	-25,879	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2028	13,265	92,857	172,450	179,082	8,372	3,621	25,258	-25,258	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2029	13,265	106,123	159,184	165,817	7,752	3,621	24,638	-24,638	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2030	13,265	119,388	145,919	152,552	7,132	3,621	24,018	-24,018	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2031	13,265	132,654	132,654	139,286	6,512	3,621	23,398	-23,398	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2032	13,265	145,919	119,388	126,021	5,891	3,621	22,778	-22,778	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2033	13,265	159,184	106,123	112,755	5,271	3,621	22,158	-22,158	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2034	13,265	172,450	92,857	99,490	4,651	3,621	21,538	-21,538	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2035	13,265	185,715	79,592	86,225	4,031	3,621	20,917	-20,917	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2036	13,265	198,980	66,327	72,959	3,411	3,621	20,297	-20,297	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2037	13,265	212,246	53,061	59,694	2,791	3,621	19,677	-19,677	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2038	13,265	225,511	39,796	46,429	2,171	3,621	19,057	-19,057	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2039	13,265	238,776	26,531	33,163	1,550	3,621	18,437	-18,437	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2040	13,265	252,042	13,265	19,898	0,930	3,621	17,817	-17,817	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2041	13,265	265,307	0,000	6,633	0,310	3,621	17,196	-17,196	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2042	13,265											
Ensemble de la période 2023 à 2042							23,088		0,000			71,38

¹ Amortissement linéaire selon la décision D-2010-020 pour la demande R-3703-2009.

² Coût moyen pondéré du capital prospectif de 4,675 %, selon la décision D-2022-053 pour la demande R-4167-2021.

³ Taxes municipales et scolaires. La taxe sur les services publics n'est pas applicable sur les bâtiments administratifs et les équipements roulants.

⁴ Représente la facturation du transfert des actifs par la DPSP

Impact tarifaire du Projet sur 20 ans – analyse de sensibilité

		Analyse de sensibilité
Actifs transférés (M\$)	+ 15%	305,103
Amortissement linéaire ¹		
Coût moyen pondéré du capital prospectif ²	+ 15%	5,376%
Nombre d'années		20

Années	Amortissement	Amortissement	Base de	Base de tarification:	Coût du	Taxes ³	Total avant	Facturation	Impact du	Revenus	Besoins de	Tarif
	ent	cumulé	tarification :	moyenne	capital		l'effet de la	interne ⁴	transfert	requis	transport	annuel
	(M\$)	(M\$)	solde de fin	13 soldes	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(MW)	(\$/kW)
2022										3 147,900	44 098	71,38
2023	15,255	15,255	289,848	297,475	15,993	3,621	34,869	-34,869	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2024	15,255	30,510	274,593	282,220	15,173	3,621	34,049	-34,049	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2025	15,255	45,765	259,338	266,965	14,353	3,621	33,229	-33,229	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2026	15,255	61,021	244,082	251,710	13,533	3,621	32,409	-32,409	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2027	15,255	76,276	228,827	236,455	12,712	3,621	31,589	-31,589	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2028	15,255	91,531	213,572	221,200	11,892	3,621	30,768	-30,768	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2029	15,255	106,786	198,317	205,945	11,072	3,621	29,948	-29,948	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2030	15,255	122,041	183,062	190,689	10,252	3,621	29,128	-29,128	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2031	15,255	137,296	167,807	175,434	9,432	3,621	28,308	-28,308	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2032	15,255	152,552	152,552	160,179	8,612	3,621	27,488	-27,488	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2033	15,255	167,807	137,296	144,924	7,791	3,621	26,668	-26,668	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2034	15,255	183,062	122,041	129,669	6,971	3,621	25,847	-25,847	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2035	15,255	198,317	106,786	114,414	6,151	3,621	25,027	-25,027	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2036	15,255	213,572	91,531	99,158	5,331	3,621	24,207	-24,207	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2037	15,255	228,827	76,276	83,903	4,511	3,621	23,387	-23,387	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2038	15,255	244,082	61,021	68,648	3,691	3,621	22,567	-22,567	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2039	15,255	259,338	45,765	53,393	2,871	3,621	21,747	-21,747	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2040	15,255	274,593	30,510	38,138	2,050	3,621	20,927	-20,927	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2041	15,255	289,848	15,255	22,883	1,230	3,621	20,106	-20,106	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2042	15,255	305,103	0,000	7,628	0,410	3,621	19,286	-19,286	0,000	3 147,900	44 098	71,38
Ensemble de la période 2023 à 2042							27,078		0,000			71,38

¹ Amortissement linéaire selon la décision D-2010-020 pour la demande R-3703-2009.

² Coût moyen pondéré du capital prospectif de 4,675 %, selon la décision D-2022-053 pour la demande R-4167-2021.

³ Taxes municipales et scolaires. La taxe sur les services publics n'est pas applicable sur les bâtiments administratifs et les équipements roulants.

⁴ Représente la facturation du transfert des actifs par la DPSP

Impact tarifaire du Projet sur 25 ans

Actifs transférés (M\$)	265,307
Amortissement linéaire ¹	
Coût moyen pondéré du capital prospectif ²	4,675%
Nombre d'années	25

Années	Amortissement	Amortissement cumulé	Base de tarification : solde de fin	Base de tarification: moyenne 13 soldes	Coût du capital	Taxes ³	Total avant l'effet de la facturation interne	Facturation interne ⁴	Impact du transfert des actifs sur la facturation (M\$)	Revenus requis (M\$)	Besoins de transport (MW)	Tarif annuel (\$/kW)
	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(MW)	(\$/kW)
2022										3 147,900	44 098	71,38
2023	10,612	10,612	254,695	260,001	12,155	3,621	26,388	-26,388	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2024	10,612	21,225	244,082	249,389	11,659	3,621	25,892	-25,892	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2025	10,612	31,837	233,470	238,776	11,163	3,621	25,396	-25,396	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2026	10,612	42,449	222,858	228,164	10,667	3,621	24,900	-24,900	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2027	10,612	53,061	212,246	217,552	10,171	3,621	24,404	-24,404	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2028	10,612	63,674	201,633	206,939	9,674	3,621	23,908	-23,908	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2029	10,612	74,286	191,021	196,327	9,178	3,621	23,412	-23,412	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2030	10,612	84,898	180,409	185,715	8,682	3,621	22,915	-22,915	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2031	10,612	95,511	169,796	175,103	8,186	3,621	22,419	-22,419	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2032	10,612	106,123	159,184	164,490	7,690	3,621	21,923	-21,923	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2033	10,612	116,735	148,572	153,878	7,194	3,621	21,427	-21,427	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2034	10,612	127,347	137,960	143,266	6,698	3,621	20,931	-20,931	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2035	10,612	137,960	127,347	132,654	6,202	3,621	20,435	-20,435	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2036	10,612	148,572	116,735	122,041	5,705	3,621	19,939	-19,939	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2037	10,612	159,184	106,123	111,429	5,209	3,621	19,443	-19,443	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2038	10,612	169,796	95,511	100,817	4,713	3,621	18,946	-18,946	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2039	10,612	180,409	84,898	90,204	4,217	3,621	18,450	-18,450	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2040	10,612	191,021	74,286	79,592	3,721	3,621	17,954	-17,954	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2041	10,612	201,633	63,674	68,980	3,225	3,621	17,458	-17,458	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2042	10,612	212,246	53,061	58,368	2,729	3,621	16,962	-16,962	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2043	10,612	222,858	42,449	47,755	2,233	3,621	16,466	-16,466	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2044	10,612	233,470	31,837	37,143	1,736	3,621	15,970	-15,970	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2045	10,612	244,082	21,225	26,531	1,240	3,621	15,474	-15,474	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2046	10,612	254,695	10,612	15,918	0,744	3,621	14,977	-14,977	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2047	10,612	265,307	0,000	5,306	0,248	3,621	14,481	-14,481	0,000	3 147,900	44 098	71,38
Ensemble de la période 2023 à 2047							20,435		0,000			71,38

¹ Amortissement linéaire selon la décision D-2010-020 pour la demande R-3703-2009.

² Coût moyen pondéré du capital prospectif de 4,675 %, selon la décision D-2022-053 pour la demande R-4167-2021.

³ Taxes municipales et scolaires. La taxe sur les services publics n'est pas applicable sur les bâtiments administratifs et les équipements roulants.

⁴ Représente la facturation du transfert des actifs par la DPSP

Impact tarifaire du Projet sur 25 ans – analyse de sensibilité

		Analyse de sensibilité
Actifs transférés (M\$)	+ 15%	265,307
Amortissement linéaire ¹		
Coût moyen pondéré du capital prospectif ²	+ 15%	5,376%
Nombre d'années		25

Années	Amortissement	Amortissement cumulé	Base de tarification : solde de fin	Base de tarification: moyenne 13 soldes	Coût du capital	Taxes ³	Total avant l'effet de la facturation interne	Facturation interne ⁴	Impact du transfert des actifs sur la facturation	Revenus requis	Besoins de transport	Tarif annuel
	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(M\$)	(MW)	(\$/kW)
2022										3 147,900	44 098	71,38
2023	10,612	10,612	254,695	260,001	13,978	3,621	28,212	-28,212	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2024	10,612	21,225	244,082	249,389	13,408	3,621	27,641	-27,641	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2025	10,612	31,837	233,470	238,776	12,837	3,621	27,070	-27,070	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2026	10,612	42,449	222,858	228,164	12,267	3,621	26,500	-26,500	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2027	10,612	53,061	212,246	217,552	11,696	3,621	25,929	-25,929	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2028	10,612	63,674	201,633	206,939	11,126	3,621	25,359	-25,359	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2029	10,612	74,286	191,021	196,327	10,555	3,621	24,788	-24,788	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2030	10,612	84,898	180,409	185,715	9,984	3,621	24,218	-24,218	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2031	10,612	95,511	169,796	175,103	9,414	3,621	23,647	-23,647	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2032	10,612	106,123	159,184	164,490	8,843	3,621	23,077	-23,077	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2033	10,612	116,735	148,572	153,878	8,273	3,621	22,506	-22,506	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2034	10,612	127,347	137,960	143,266	7,702	3,621	21,936	-21,936	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2035	10,612	137,960	127,347	132,654	7,132	3,621	21,365	-21,365	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2036	10,612	148,572	116,735	122,041	6,561	3,621	20,795	-20,795	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2037	10,612	159,184	106,123	111,429	5,991	3,621	20,224	-20,224	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2038	10,612	169,796	95,511	100,817	5,420	3,621	19,653	-19,653	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2039	10,612	180,409	84,898	90,204	4,850	3,621	19,083	-19,083	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2040	10,612	191,021	74,286	79,592	4,279	3,621	18,512	-18,512	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2041	10,612	201,633	63,674	68,980	3,709	3,621	17,942	-17,942	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2042	10,612	212,246	53,061	58,368	3,138	3,621	17,371	-17,371	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2043	10,612	222,858	42,449	47,755	2,567	3,621	16,801	-16,801	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2044	10,612	233,470	31,837	37,143	1,997	3,621	16,230	-16,230	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2045	10,612	244,082	21,225	26,531	1,426	3,621	15,660	-15,660	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2046	10,612	254,695	10,612	15,918	0,856	3,621	15,089	-15,089	0,000	3 147,900	44 098	71,38
2047	10,612	265,307	0,000	5,306	0,285	3,621	14,519	-14,519	0,000	3 147,900	44 098	71,38
Ensemble de la période 2023 à 2047							21,365	0,000				71,38

¹ Amortissement linéaire selon la décision D-2010-020 pour la demande R-3703-2009.

² Coût moyen pondéré du capital prospectif de 4,675 %, selon la décision D-2022-053 pour la demande R-4167-2021.

³ Taxes municipales et scolaires. La taxe sur les services publics n'est pas applicable sur les bâtiments administratifs et les équipements roulants.

⁴ Représente la facturation du transfert des actifs par la DPSP